



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence BRAU, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Aménagement durable - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « Transdev Mobilités Montpellier Métropole », pour la période 2019-2024. Cet avenant n°1 était sans impact financier.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et d'investissements du délégant. Cet avenant n°2 avait un impact financier de +13,36 M€ sur l'ensemble du contrat (2018-2024), soit une augmentation de +2,1% par rapport au contrat initial.

Le nouvel exécutif de la Métropole, issu des élections municipales de mars et juin 2020, porte le projet de mise en œuvre d'une gratuité totale du réseau de transport urbain à l'horizon du mi-mandat, au bénéfice des résidents de la Métropole. Une première étape a été franchie avec la délibération n°M2020-100, en date du 31 juillet 2020, visant la mise en œuvre de la gratuité le week-end à compter du 5 septembre 2020, puis la délibération n°M2020-172, en date du 15 septembre 2020, visant à faire bénéficier les abonnés métropolitains d'une réduction de 10% du prix de leur abonnement. En application des articles 64, 65 et 79.1 du contrat de DSP, dans l'hypothèse d'une évolution des tarifs décidée par le Délégant, la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) peut être révisée par accord des Parties. Les titres de transport, à tarifs réduits ou gratuits, donnent lieu à des compensations tarifaires versées par le Délégant.

Dans le même temps, le réseau de transport urbain de Montpellier Méditerranée Métropole a subi, comme tous les réseaux français, l'impact de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2. Les impacts de cette crise sont multiples pour le délégataire : baisse de la fréquentation entraînant une baisse importante des recettes ; surcoûts d'exploitation liés à l'équipement en masques et gel et à la désinfection des véhicules et des locaux commerciaux, etc. ; remboursement des abonnements pour la période du premier confinement, du 17 mars au 11 mai 2020 ; annulation des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ; adaptation de l'offre nominale au regard de la fréquentation constatée.

La crise liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L.6 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°3 au contrat de DSP afin de :

- Prendre en compte les impacts contractuels de la mise en œuvre de la gratuité le week-end pour les résidents de la Métropole (hors abonnés) : mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel (annexe 29), modification de la grille tarifaire (annexe 30), modification des modalités de calcul des compensations tarifaires (annexe 31) et versement anticipé d'une compensation tarifaire s'élevant à 0,45 M€ TTC (en valeur 2020) pour la période du 5 septembre au 31 décembre 2020 ;

- Prendre en compte les impacts contractuels de la baisse de 10% appliquée aux abonnements de transport des résidents de la Métropole : mise à jour du compte d'exploitation prévisionnel (annexe 29), modification de la grille tarifaire (annexe 30), modification des modalités de calcul des compensations tarifaires (annexe 31) et versement anticipé d'une compensation tarifaire s'élevant à 0,55 M€ TTC (en valeur 2020) pour la période du 17 septembre au 31 décembre 2020 ;

- Prendre en compte les impacts financiers de la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2, résultant de discussions avec le Déléataire sur l'imputation de ces impacts : versement d'une indemnité d'imprévision exceptionnelle s'élevant à 6,80 M€ HT (en valeur 2020) pour le délégataire TaM et 0,68 M€ HT (en valeur 2020) pour le subdéléataire T3M, pour la période du 17 mars au 31 décembre 2020. Il est par ailleurs à noter que cette crise sanitaire générera également une économie sur la SFE, à percevoir pour la Métropole en 2021, aujourd'hui estimée à 1,5 M€ HT mais pouvant encore évoluer car liée à la non-réalisation de l'offre de transport nominale pendant les périodes de confinement ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la pérennisation au-delà du 31 décembre 2020 d'une partie des kilomètres du réseau de bus urbain, mis en œuvre au 1^{er} septembre 2019 ou au 1^{er} février 2020 et s'élevant à +0,64 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Prendre en compte l'impact financier de la non-réalisation du réseau cible tel que prévu à la signature du contrat, s'élevant à +2,40 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2021 du service de location de vélos en libre-service VéloMagg, s'élevant à +0,44 M€ HT (en valeur contrat) sur la SFE pour l'année 2021 ;

- Mettre à jour les annexes en application des dispositions du présent avenant.

Le principe étant celui d'une compensation tarifaire (pour la gratuité) et d'une indemnisation exceptionnelle (pour la crise sanitaire) à l'euro près, faisant l'objet d'un versement anticipé, ces sommes seront précisées et ajustées consécutivement à la clôture de l'exercice social du Déléataire et du Subdéléataire, arrêtés au 31 décembre 2020, selon apport des justificatifs afférents en début d'année 2021.

En synthèse, l'impact financier de l'avenant 3 est : une compensation tarifaire de 1 M€ TTC en 2020 concernant les mesures tarifaires au bénéfice des résidents métropolitains ; une indemnité d'imprévision exceptionnelle de 7,48 M€ au titre de la crise sanitaire ; une modification des services de transport à hauteur de +3,48 M€ sur la SFE en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant n°3 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 65 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150106-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 3 DSP_v12.docx
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 3_v2.pdf
- Annexe 31_Compensations tarifaires_avenant 3_v6.pdf
- CEP TaM Annexe 29 BIS.pdf
- CEP Subdélég.T3M_Annexe 29 TER.pdf
- CEP total DSP ANNEXE 29.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.